

Monsieur Harper,

Nous soussignés, citoyennes et citoyens pour qui la justice et la paix sont des valeurs fondamentales, lançons un appel au Gouvernement du Canada pour qu'il exige la fin des attaques aériennes et terrestres d'Israël contre Gaza ainsi que la levée du blocus qui a étranglé Gaza au cours des deux dernières années. Depuis le début de l'offensive israélienne, le 27 décembre dernier, plus de 1000 personnes ont été tuées à Gaza, dont la moitié sont des femmes et des enfants. De plus, plus de 4 800 personnes ont été blessées et plusieurs risquent de mourir parce qu'il est devenu impossible de leur prodiguer les soins médicaux appropriés. Le nombre de morts et de blessés continue de grimper chaque jour alors qu'Israël poursuit implacablement ses attaques malgré la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui demande une trêve et la fin immédiate de toutes les attaques.

Le Canada est un pays qui a déjà été reconnu pour son engagement à promouvoir et à maintenir la paix et la justice internationales. Dans la crise actuelle, au lieu de fonder leur action sur ces valeurs nobles en exigeant un cessez-le-feu immédiat, nos représentants politiques se sont contentés de faire des déclarations d'appui aux prétentions israéliennes à l'effet que la tragédie actuelle n'est que le résultat du bris de la trêve par le Hamas et qu'Israël ne fait qu'exercer son droit de se défendre. Cependant, ces deux prétentions sont fortement remises en question tant par les experts que par l'opinion publique mondiale. Selon Richard Falk, le Rapporteur spécial des Nations Unies pour les droits humains dans les territoires palestiniens occupés, la trêve entre Israël et le Hamas n'a pas été violée en premier par le Hamas. C'est plutôt Israël qui a rompu les conditions de la trêve le 4 novembre dernier lors d'une attaque armée où six Palestiniens ont été tués. Auparavant, le Hamas n'avait lancé aucune roquette sur Israël depuis le mois de juin, quand le cessez-le-feu a été conclu. De plus, plusieurs experts en droit international ont publiquement exprimé l'opinion que la prétention d'Israël d'agir en légitime défense ne rencontrait ni l'exigence coutumière de la nécessité ni celle de la proportionnalité qui doivent caractériser la légitime défense.

À travers le monde, citoyens et nations lancent des appels à l'arrêt immédiat des attaques israéliennes. Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé à un cessez-le-feu immédiat en disant que « *la population civile de Gaza subit un énorme traumatisme dont elle n'est pas responsable (...) il nous faut insister pour qu'Israël mette fin à son assaut militaire qui est clairement excessif* ». Le chef de la politique étrangère de l'Union européenne, Javier Solana, a affirmé que les attaques d'Israël contre Gaza « *infligent un coût inacceptable à la population civile palestinienne et ne peuvent qu'empirer la crise humanitaire et rendre plus difficile la recherche d'une solution pacifique* ». De plus, le Comité international de la Croix-Rouge et Human Rights Watch, entre autres organismes, ont demandé une enquête sur de possibles crimes de guerre israéliens. Et Madame Navi Pillay, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a demandé la tenue d'enquêtes « *crédibles, indépendantes et transparentes* » sur de possibles violations du droit humanitaire par Israël.

À l'opposé, le ministre canadien des Affaires étrangères, M. Lawrence Cannon, est d'abord et avant tout préoccupé par « *les incessantes attaques à la roquette déclenchées par les groupes militants palestiniens qui s'en sont délibérément pris à la population civile* » sans considération pour le nombre effarant d'hommes, de femmes et d'enfants innocents qui sont tués et estropiés par les attaques aériennes et terrestres d'Israël. Lundi, le 12 janvier, le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a adopté une résolution condamnant l'offensive militaire israélienne à Gaza et demandant aussi la fin du lancement des roquettes contre les civils israéliens; sur les 47 pays membres du Conseil, 33 ont voté en faveur, 13 se sont abstenus et un seul a voté contre : le

Canada ! De telles positions unilatérales ne peuvent que mener à ce que le Canada soit perçu comme complice des attaques israéliennes contre les civils innocents de Gaza.

Depuis deux ans maintenant, Gaza est soumis à un strict blocus de la part d'Israël, ce qui a entraîné de graves pénuries de nourriture, d'eau potable, de fournitures médicales, d'essence et d'autres produits de première nécessité, menaçant les 1,5 million d'habitants de Gaza de malnutrition grave, de pauvreté et même de mort. Un tel blocus est une violation flagrante du droit humanitaire international. Les attaques récentes ne font qu'exacerber la crise humanitaire à Gaza, qui empire d'heure en heure, et ne peuvent que servir à attiser la haine et à mettre davantage en péril l'avenir de la paix au Moyen-Orient. Par conséquent, nous demandons au gouvernement canadien d'exiger, en plus de la fin des attaques aériennes et terrestres, la fin immédiate du blocus et le rétablissement complet de l'aide humanitaire et de la circulation des denrées à Gaza.

M. Harper, d'un bout à l'autre du Canada, les citoyennes et les citoyens manifestent dans les rues pour exiger la fin des attaques contre Gaza. Le fait de tuer ou de blesser des civils ne devrait jamais être accepté ou justifié et il ne faut ménager aucun effort pour les protéger. Nous demandons d'une seule voix au Gouvernement du Canada de faire respecter le droit international et de parler haut et fort au nom de la justice, de la paix et du caractère sacré de la vie humaine. Entendez-nous et agissez avant qu'il ne soit trop tard.

Bien à vous,